

<https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article694>

# « LA RECHERCHE, UN MOTEUR POUR SORTIR DE LA CRISE ? »

- ACTUALITES -

Date de mise en ligne : mercredi 22 février 2012

---

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

---

# COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF CONFEDERAL CGT "RECHERCHE" AUQUEL PARTICIPE LE SNTRS CGT

## « LA RECHERCHE, UN MOTEUR POUR SORTIR DE LA CRISE ? »

Presque cinq années après la mise en place de la loi dite « LRU » leur accordant l'autonomie, de nombreuses universités éprouvent de sérieuses difficultés financières, aggravées par la cure d'austérité que leur impose le gouvernement. Le ministère n'hésite pas à qualifier les équipes de gouvernance de mauvais gestionnaires. De leur côté, les régions, accablées de contraintes financières et sociales, n'ont pas les moyens de compenser ces déficits.

Au CNRS, le financement des équipes sous contrats ne permet plus aux laboratoires de fonctionner dans la durée. La mise en place de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) concrétise une entreprise politique de réduction des coûts au détriment des missions et précarise un nombre grandissant de chercheurs.

Par ailleurs, depuis quelques années, au sein des Établissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC), les financements sont de moins en moins pérennes et de plus en plus dépendants de recettes externes à court terme, souvent guidés par les priorités du marché. La précarisation des emplois, là aussi, s'amplifie.

Cette situation inquiète la CGT, d'autant qu'un nombre croissant d'entreprises tourne le dos à la recherche, malgré les aides de l'État mises à leur disposition. Ainsi Sanofi dans la pharmacie ou PSA dans l'automobile, par exemple, suppriment des emplois en Recherche et Développement (R&D). D'autres, comme Thales, détournent les réformes et utilisent les nouvelles structures de Partenariat Public Privé (PPP) pour récupérer des fonds publics, via notamment le Crédit Impôt Recherche. Poussant la logique du profit à son comble, elles soumettent les travaux de la recherche publique à leurs besoins immédiats, sans pour autant s'engager vers de sérieux investissements de R&D.

Tous ces éléments nous incitent à dresser le vrai bilan des réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche engagées par la volonté de Nicolas Sarkozy.

**À l'occasion de l'élection présidentielle, la CGT a décidé d'exprimer avec encore plus de force, ses principales critiques, et de présenter des pistes de réflexion (voir plaquette "Repères CGT sur le paysage de la recherche en France" ci-jointe).**

Par la même occasion, la CGT interpelle les candidats à l'élection présidentielle. Elle leur propose de se saisir du dossier de la recherche et de l'enseignement supérieur et prendre position devant les Français et les personnels de ce secteur décisif.

Pour la CGT, l'effort de recherche et de formation ne peut créer seul les emplois dans ce secteur, alors que les capacités de développement et de compétitivité de notre économie, notamment de notre industrie en dépendent. Il faut un véritable effort politique de reconquête.

La recherche conditionne aussi la capacité nationale à comprendre le monde, ses enjeux sociaux et sociétaux, les

relations internationales ou encore le développement durable. C'est un élément indispensable pour que la France continue au maintien de son rang à l'échelle mondiale, tant sur les enjeux géopolitiques que culturels. L'enseignement supérieur quant à lui, conditionne les moyens humains dont disposera le pays pour affronter les défis qui se profilent.

Montreuil, le 10 février 2012



**Plaquette recherche CGT**